



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENREDI 29 JUIN 2018

L'an deux mille dix huit, le vingt neuf juin , à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, GOALEC Bernard, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, MORVAN Marie-Claude, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BONIZ Jean-Jacques, BRIANT Hervé, COJEAN Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, GODET Nathalie, JEZEQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, LEBALLEUR Pierre, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, ROUBY Solenn, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France

Secrétaire de séance

FLOCH Jean-Bernard

Excusés

FORTIN Laurence (pouvoir à LEBALLEUR Pierre)
LE TYRANT Jean-Claude (pouvoir à LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie)
GUILLORÉ Alexandra (pouvoir à LECLERC Patrick)
BÉGOC Marie-Hélène (pouvoir à ANDRÉ Robert)
CORNILY Karine (pouvoir à MORVAN Henri)
CORRE Michel (pouvoir à BESCOND Yvon)
CYRILLE Yves (pouvoir à MORVAN Marie-Claude)
GUILLOU Jacques (pouvoir à PONT Annie)
HERROU Monique (pouvoir à MAILFERT Gilles)
MOULLEC Yvan (pouvoir à TANGUY Anne)
RIOU Michel (pouvoir à TRMAL Marie-France)

Absents

BERVAS Viviane, CANN Joël, LE GUEN Jean-René

Conseil de Communauté du 29 juin 2018
Délibération n° DCC2018_025

Objet	Financement abattoir public
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Direction Générale
Thème	Economie

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Considérant que depuis 2010, la Communauté de communes de l'Aulne maritime (CCAM) a fait connaître à plusieurs reprises à toutes les intercommunalités du Finistère la nécessité de porter un projet de construction d'une structure départementale d'abattage public. En effet, la pérennité de l'abattage public, et de toute la filière des circuits courts en produits carnés en dépend ; l'abattage privé n'ayant pas la capacité de se substituer au service public d'abattage,

Considérant qu'en 2015, la CCAM alertait sur le fait que la majorité des abattoirs publics construits dans les années 60 fermaient progressivement, en particulier du fait des contraintes des nouvelles normes sanitaires, et que la qualité de l'abattage doit correspondre aux exigences fortes des usagers, artisans bouchers et éleveurs en circuits courts, du fait de leur développement,

Considérant que l'abattoir public du Faou concentre plus de 80% de la prestation de service d'abattage public et que plus de 90% des usagers professionnels du Finistère en dépendent,

Considérant la nécessité de disposer d'un abattoir public de ce dimensionnement dans le Finistère,

Considérant qu'il existe un réel besoin et qu'il importe de pouvoir offrir aux producteurs locaux un outil adapté aux normes sanitaires et viable économiquement,

Considérant que la concrétisation d'un tel projet suppose l'implication de tous,

Considérant la volonté réaffirmée, en 2015, de la CCAM de faire porter le coût de cet équipement par l'ensemble des EPCI du Finistère, l'État, la Région et le Département,

Considérant que la part de la Communauté était alors estimée à 125 697 €,

Considérant toutefois que le projet d'abattoir public tel qu'initié doit sensiblement évoluer du fait de la progression importante et rapide des tonnages abattus dans le principal abattoir public du département du Finistère au Faou,

Considérant que l'élaboration d'un Projet Alimentaire de Territoire (PAT) par le Conseil départemental du Finistère a vocation à augmenter la consommation de produits carnés issus des circuits courts locaux,

Considérant que ces raisons expliquent la nécessité d'un quasi doublement de la capacité du futur abattoir qui passe d'un projet à 3000 tonnes (tonnage déjà atteint aujourd'hui) à

5000 tonnes. Le projet passe alors de 4 millions d'euros à 7,15 millions d'euros,

Considérant que les principes du plan de financement initial sont maintenus, à savoir un tiers de subventions (Etat, Région, Département), un tiers par les intercommunalités (soit 2,5 millions d'euros) et un tiers d'emprunt (porté par la Communauté de communes de la presqu'île de Crozon Aulne Maritime (CCPCAM) et remboursé par les usagers de l'abattoir,

Considérant que la part de la Communauté s'élève désormais à 212 971,18 € et ne saurait varier du fait des circonstances (participation financière des autres EPCI inférieure aux prévisions, etc.).

La Communauté intervient au titre de l'investissement et non pas du fonctionnement du futur équipement.

DÉLIBÉRATION:

Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
Vu la Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI)

Vu l'avis favorable de la Commission Aménagement du 18 juin 2018
Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 12 juin 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1:

Apporte un entier soutien au projet d'abattoir public au Faou,

Article 2 :

Vote la participation de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas à hauteur de 212 971,18 € au titre de l'investissement du futur équipement, selon la ventilation suivante :

- budget 2018 : 22 971,18 €,
- budget 2019 : 95 000 €,
- budget 2020 : 95 000 €.

Signé par :
Patrick Leclerc
Date : 03/07/2018
Qualité :
PRESIDENT

